

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 9 JANVIER 1979 - N°827

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## Les chars vietnamiens dans Phnom-Penh Soutien au peuple du Kampuchéa Contre l'agression vietnamienne Norodom Sihanouk dénonce l'invasion et lance un appel à l'ONU



• LE POINT DE VUE DU COMITE DES KHMERS EN FRANCE

LIRE EN PAGE 7 :

• LE COMMUNIQUE DU BUREAU POLITIQUE  
DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE MARXISTE - LENINISTE

**Un super-pétrolier français  
explose dans  
un port irlandais  
3 morts, 50 disparus**

Lire en page 8

L'attaque vietnamienne contre Pnom-Penh, capitale d'un Etat souverain, est une nouvelle et très grave escalade de la part des dirigeants de Hanoi, dans leur tentative d'imposer leur hégémonie non seulement aux peuples indochinois mais à l'ensemble des peuples de la région ; elle constitue une grave menace pour l'indépendance et la souveraineté de tous les pays de l'Asie du Sud-Est.

Suite en page 8

## LE PEUPLE IRANIEN DÉNONCE L'OPÉRATION BAKHTIAR

A peine mis en place, le cabinet Bakhtiar est massivement dénoncé et rejeté par le peuple iranien. Les chefs religieux ne s'étaient pas joints à l'appel lancé dimanche par le Front National à une journée de deuil. Par contre, ils ont pris pour lundi une initiative du même type. Dès lundi matin, des dizaines de milliers de manifestants se rassemblaient dans les rues de la capitale scandant des mots d'ordre contre la dictature et dénonçant l'opération Bakhtiar.

Des rumeurs continuent de circuler sur un possible départ du Shah sous certaines conditions.

Lire en page 6

## La grande division du PS

Le Comité directeur du Parti socialiste qui s'est tenu ce week-end a révélé une fois de plus la division qui règne dans les rangs du parti social-démocrate. Une quinzaine de motions était présentée, chacune accompagnée de sa liste de signataires prétendant à la direction du PS. Son congrès de Metz qui doit se tenir en avril s'annonce sous le signe de la division.

Lire en page 5

## Les femmes face à la justice, au viol et à la répression

Une enquête réalisée par la Commission femmes de l'UOP de Grenoble, sur le quartier Mistral, apporte des éléments sur la façon dont les femmes vivent ces problèmes.

Lire en page 4

## Insécurité à la une : la grande histoire d'un petit fait divers

Lire en page 2

# INSÉCURITÉ A LA UNE

Par Jean-Claude LECOUVREUR

## La grande histoire d'un petit fait divers

● Insécurité, légitime défense, mise en cause du droit de la défense, attaques contre une prétendue douceur du régime des prisons... Depuis des mois, les campagnes de presse se succèdent sur ces thèmes. Voici quelques semaines, dans la Somme, un petit fait divers, dans la page locale du *Courrier picard*, se transformait en manchette à la Une de *France-Soir*. *Le Quotidien du Peuple* a été sur place : il a enquêté sur les enquêteurs, auprès de ceux qui les ont subis. Voici, tout cru, comment on fabrique « l'insécurité à la Une ».

Un hold-up, somme toute assez minable, s'est produit à Vron, petite commune rurale située au Nord-Ouest du département de la Somme, sur une route nationale qui va de Paris à Calais. Cela s'est passé un samedi soir, dans une boucherie, et les voleurs ont emporté 1 000 F.

### MONSIEUR LE MAIRE MENE L'ENQUÊTE

Cinq jours après, le maire convoquait une réunion extraordinaire du conseil municipal, en y invitant la population. Il avait pris soin au préalable d'avertir le correspondant cantonal du *Courrier picard*, le quotidien local. Jusque-là rien de bien extraordinaire. Mais M. Labroy, le maire, avait dépensé une énergie considérable depuis le hold-up.

Jugeant sans doute qu'il n'y avait pas assez de gendarmes et d'enquêteurs de la PJ (ça faisait bien quarante flics en tout dans ce petit village), M. le maire s'est mêlé de l'enquête ; il a joué les inspecteurs Colombo... au petit pied... Il passait dans toutes les maisons, questionnant sur l'affaire, et aussi sur

tout ce que les gens pouvaient avoir à raconter sur leurs voisins, écoutant d'une oreille complaisante le moindre ragot, et notant tout sur son calepin...

Comme le remarquait le correspondant du *Courrier picard* dans son papier, un hold-up dans un village c'est un événement de grande taille, les esprits s'échauffent. Le fait que les habitants se connaissent tous amplifie considérablement chaque petit incident de la vie qui passerait inaperçu dans les grandes cités anonymes.

Ce fut l'occasion, au fil de conversations de cabaret, de se livrer à toutes sortes de suppositions, de suspensions, de ragots, de ressortir de vieilles rancunes de voisinage, et chacun y est allé de son petit couplet sur les jeunes à « blouson noir et à motos », qui « ne travaillent pas » et qui « font du mal », sur un tel qui avait peut-être bien chippé des dindons du voisin l'an dernier ; un autre s'est souvenu qu'une fois, avant, on lui avait dépecé un veau dans un pré, l'autre, qu'on lui avait empoisonné ses canards, etc. Et le maire notait sur son calepin...

### LA FIEVRE MONTE...

Des petits vieux, assez impressionnables, se barricadaient chez eux, l'arme au pied ; il s'en est fallu de peu que les gendarmes se fassent canarder avant d'avoir le temps de dire « ouf », en frappant aux volets clos de gens méfiants.

Le fait que les auteurs du hold-up connaissent très bien la vie privée de leurs victimes et se soient servi de cela pour se livrer à d'odieuses menaces, ne faisait que conforter ce sentiment « d'insécurité » qui s'est vite installé chez les esprits faibles. Et le maire avec son grand brassage de vent, ses discours irresponsables — les gendarmes eux-mêmes ont dû le freiner car il commençait à devenir encombrant — a tout fait pour mettre de l'huile sur le feu.

Quand il a pris la parole à la réunion du conseil municipal, il a déclaré vouloir calmer les esprits, mais jusqu'à ce soir là, il avait fait tout le contraire.

### LES LOIS DU FAR-WEST

L'article du correspondant du *Courrier picard* relatant la réunion du conseil municipal, laissait délibérément de côté tout ce qui pouvait être considéré comme outrancier dans les propos du maire : le nombre incalculable de jurons, de grossièretés dont Monsieur le maire a émaillé son discours, les violentes diatribes anti-jeunes et

anti-chômeurs, l'intention du maire de faire justice lui-même au cas où les voleurs seraient retrouvés ; il voulait en effet procéder à une sorte de « tabassage public », avant de livrer les coupables à la police. Le fait que le premier magistrat de la commune n'hésitait pas à déclarer publiquement qu'il prenait cette affaire très à cœur, parce que la victime fait partie de sa famille etc.

### COMME UNE NUÉE DE SAUTERELLES...

Cet article a été publié dans une édition locale du *Courrier picard* et non en page régionale, et c'est cependant cet article qui se trouvait à la base de la gigantesque campagne de presse qui a suivi.

Le papier a été retenu par l'AFP de Lille, et le lendemain on voyait le maire de Vron à la télé régionale, FR 3-Picardie, puis ce fut *France-soir*, TF 1, Antenne 2 et toute la grande presse qui enfourchaient le thème de « l'insécurité des Français » de la « légitime défense ».

Une nuée de journalistes s'est abattue comme des sauterelles sur le village. On a même vu un journaliste se faire photographe avec une commerçante du pays, pour mettre en légende dans son journal : « Notre reporter en compagnie de la malheureuse victime ». Car le boucher, excédé par tous ces enquêteurs avait chassé les journalistes de sa boutique.

Comme on le voit tous les moyens sont bons pour manipuler les lecteurs...

### LE VILLAGE SE REBIFFE

Mais c'est là que ça devient comique. Cette nuée de journalistes, avides de sensationnel, les mensonges outranciers qu'ils ont raconté dans leurs canards ont eu pour résultat d'écoeurer la population.

Nous avons bavardé avec le boucher, qui est en même temps adjoint au maire, et un autre conseiller municipal ; eux qui auraient volontiers prêté une oreille complaisante, un mois avant, à tous les propos anti-jeunes, à la réactionnaire campagne sur la « légitime défense », étaient complètement révoltés par l'attitude des journalistes sur le terrain, et par ce qu'ils avaient publié ensuite.

Le boucher qui, on l'imagine, a eu à faire face à un véritable assaut d'interviews, de coups de téléphone — jusqu'à 50 par jour —, à très vite mis tout le monde à la porte, et beaucoup de gens commentaient à se méfier, voyant les proportions que prenait l'affaire.

Deux petits faits à signaler en supplément. Un petit groupe de jeunes gens du village s'est présenté au bureau du *Courrier picard* à Abbeville, se plaignant des tracasseries

policières et des gardes à vues. Une cinquantaine de jeunes, aux dires de l'adjoint de gendarmerie, ont été interrogés. Mais certains fils de gros cultivateurs qui auraient cambriolé une résidence secondaire l'an passé — l'affaire a été soigneusement étouffée — n'auraient pas été inquiétés.

### CANDIDATURE COMPROMISE

D'autre part, le maire qui est du RPR, gros cultivateur et président d'une beurrerie fromagerie-coopérative, aurait voulu se faire « mousser » à cette occasion, car il aurait l'intention de se présenter aux prochaines élections cantonales. Du coup, il serait question que des habitants de Vron, passablement indignés par son attitude, mettent sur pied une contre-candidature.

A l'heure actuelle, compte-tenu des brillants résultats de la campagne sur « l'insécurité des Français » sur « les deux ou trois salopards qui empoisonnent la vie de Vron » sur « les jeunes fainéants qui ne veulent pas travailler » compte tenu de ses brillantes prestations à la télévision, au cours desquelles il prononçait des phrases incohérentes, émaillées de forts jurons, le maire de Vron doit plutôt raser les murs !

Au fait, les voleurs courent toujours... et la prime secrète attend son bénéficiaire...

### Du journal local...

#### Après le hold-up de la boucherie, la fièvre monte à El Paso !

Article paru dans *Le Courrier Picard* à l'origine de l'affaire

Le hold-up commis par deux jeunes gens chez Monsieur Paul Dreuillet, boucher à Vron, dans la nuit du 9 au 10 septembre a sérieusement échauffé les esprits de la population de cette petite localité de la Somme. Toujours quand un tel événement se produit dans un village, cela provoque une certaine émotion. Parce que cela n'arrive pas souvent, premièrement parce que tout le monde se connaît, parce que le déploiement policier impressionne, parce que l'interrogatoire du voisin fait marcher les langues, provoque des commentaires fielleux et des suspensions mal fondées.

Mais l'émotion, somme toute bien naturelle en pareil cas, a laissé la place à une forme d'indignation qui s'accompagne d'une réelle terreur, particulièrement chez les personnes âgées, et cela à cause des circonstances mêmes du hold-up. C'est d'ailleurs à cause de ce climat proche de la psychose que le maire, Henri Labroy, a convoqué, jeudi soir, une réunion du conseil municipal, en séance extraordinaire, devant un public fort nombreux, au moins une centaine de personnes. Tenu en présence de l'adjoint de gendarmerie Szymankiewicz, de la brigade de Rue, dans la salle du sous-sol du foyer rural ; le secrétaire de mairie avait disposé un magné-

tophone sur une table, et parmi les spectateurs, certaines personnes en avaient dissimulé un sous un carton.

Lorsque tous les conseillers furent arrivés, le maire les emmena dans les vestiaires, pour une délibération secrète. Bref, le ton était donné.

Les élus vinrent en place, sur leurs sièges, tous face au public, et le maire se leva : « Il règne à Vron une ambiance à la Chicago, je ne suis pas très heureux de vous accueillir ici ce soir, et ne suis plus très fier d'être maire de Vron. Votre présence me réconforte cependant. D'abord, je veux vous rassurer. Tout le monde se barricade chez soi le soir, et cela ne peut plus durer... ».

Après avoir rendu hommage à la gendarmerie et au SRPJ qui mènent l'enquête, le maire invita la population à collaborer avec les enquêteurs, laissant entendre que les coupables n'avaient pu être arrêtés faute d'une suffisante participation des gens du pays. Puis, monsieur Labroy évoqua l'affaire de Caen, ce jeune homme originaire de Vron qui a été intercepté grâce à un hôtelier abbevillois. Après avoir commis différents volets et agressions à main armée dans la rue. Les deux complices n'ont pas encore été retrouvés, et le maire pense que ce sont eux qui ont réalisé le hold-up de Vron.

Mais, si cette affaire, tout à

fait banale et peu importante, a pris de telles proportions, c'est que les auteurs de l'agression ont fourni des éléments assez curieux. Il nous faut revenir sur les circonstances de l'événement. Vers 23 h 30, madame Dreuillet, qui compte les pièces de monnaie de sa recette, entend ouvrir la porte une troisième fois. Son mari était déjà revenu deux fois du foyer rural, où il tenait la caisse du bal de la fête locale, en compagnie du maire. Le boucher a d'abord cru que c'était son mari qui rentrait. Mais il s'agissait de deux hommes, qui étaient venus par le jardin, le visage recouvert d'un bas de soie. L'un deux resta sur le pas de la porte, et celui qui était entré une matraque à la main lui ordonna : « Donne ton fric ! »

Madame Dreuillet fit preuve d'une certaine présence d'esprit puisqu'elle fit mine d'appeler son mari à l'étage. L'agresseur la coupa net : « Te casses pas mère, ton mari est à la salle des fêtes, c'est lui qui fait les entrées... ».

Très ému, le maire poursuit son récit avec des sanglots dans la voix. Plus cynique encore, le jeune voleur ajouta à la bouchère apeurée : « Si tu ne donnes pas ton fric, tu iras au cimetière rejoindre ton fils qui est mort il y a treize ans ». En effet, monsieur et madame Dreuillet ont perdu un de leurs

enfants, qui s'est fait renverser par une voiture. Le caractère particulièrement odieux de ce genre de menace, ne laisse pas de doute à monsieur Labroy c'est la connaissance parfaite de la vie des victimes qu'avaient les agresseurs. Mais c'est aussi cela, avec d'autres éléments que les enquêteurs ne peuvent révéler pour l'instant, qui a provoqué un tel émoi dans la population. Le maire a

alors révélé le contenu des déclarations secrètes qui ont eu lieu en début de séance. Le conseil municipal s'est cotisé pour offrir une prime importante à la personne qui par ses renseignements permettra l'arrestation des coupables. Ce montant de la prime est resté secret. L'adjoint Szymankiewicz, a pris la parole pour demander la compréhension de la population.

### ...à la une de France Soir

## Le village qui a peur



Qui cela, « ils » ?  
Tout a commencé tout doux... tout doux... tout doucement il y a deux ans environ.  
Des dindons qui disparaissent, aux approches de Noël... Chaperdage banal, pensent les habitants de Vron. Des moutons tués et dépecés dans la prairie. Quand on examine de près les restes, on constate qu'ils ont été tués à distance, par des balles de 22 long rifle...  
Il y a un an, un soir, le maître vient de...

« Vron commence à ressembler à Chicago, dit-il. Voulez-vous savoir pourquoi les malheureux n'ont pas encore été arrêtés ? Parce que les gens ont peur de dire ce qu'ils savent aux enquêteurs. Mais, moi, je n'ai pas peur et je veux nettoyer mon village. »  
- Une prime...

« Le maire de Vron arrivera-t-il à « nettoyer » son village ? Pour l'instant Vron ressemble à un village de western où, un jour, les fusils se mettent à partir tout seuls. Malheureusement... »

## Chômage

# LES 90 % OFFICIELLEMENT REMIS EN CAUSE !

La session (extraordinaire) du parlement, ouverte le 21 décembre dernier et close vendredi après-midi, a adopté le projet, en chantier depuis longtemps, de réforme de l'indemnisation du chômage. Bien que le détail du projet maintenant adopté ne soit pas connu entièrement, on connaît un des points essentiels : celui concernant les 90 %.

Jusqu'ici, une partie (déjà très limitée) des chômeurs touchait 90 % de leur salaire, du moins pendant un trimestre, période à l'expiration de laquelle chaque chômeur était convié à se présenter devant

une commission chargée de contrôler... ses efforts pour trouver du travail... De plus en plus souvent, les 90 % diminuaient fortement.

Désormais, c'est automatiquement, dans tous les cas, que chaque chômeur verra son allocation à 90 % se réduire progressivement durant la première année de chômage. Il n'y a donc plus de 90 %. L'allocation chômage pourra baisser jusqu'à 60 % du salaire antérieur (pas en dessous de 90 % du SMIC). Sans doute dans l'espoir de mieux faire passer la décision, le projet prévoit, sur la demande de

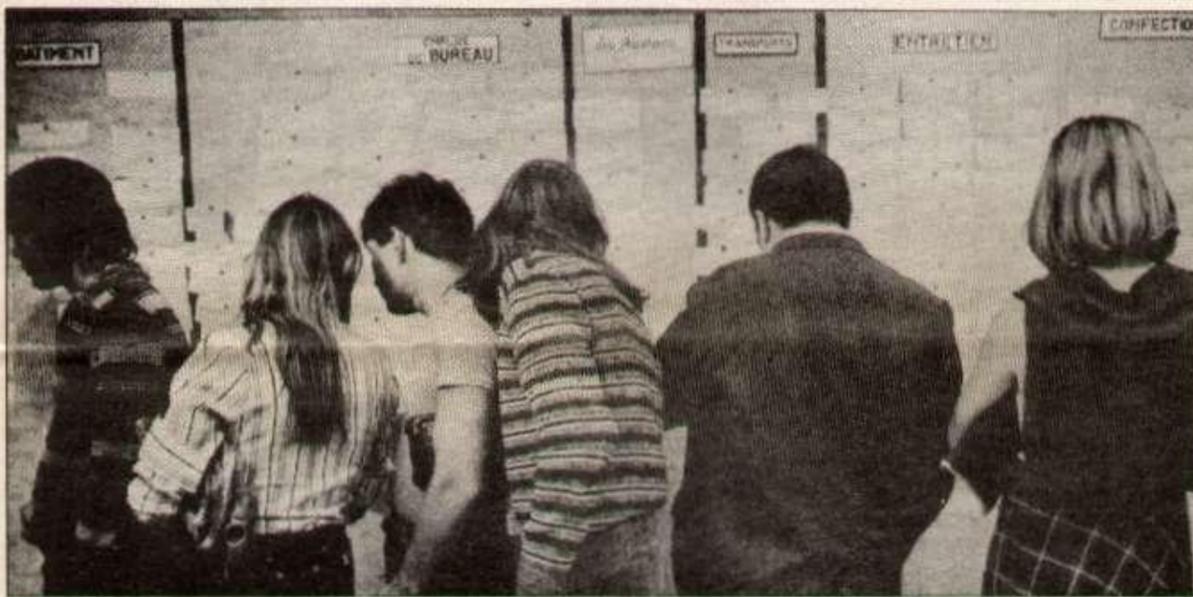
certaines sénateurs, qu'une disposition particulière «protège» les travailleurs au chômage situés dans les régions les plus défavorisées dans le domaine de l'emploi. Barre avait parlé dans le même sens dernièrement de régions comme la Lorraine, en «oubliant» de préciser que la plupart des régions, à des degrés divers, sont touchées par un fort taux de chômage. Il s'agit là d'une mesure annexe, qui touchera peu de chômeurs et qui a pour objectif évident de créer de nouvelles divisions entre chômeurs.

Si la nouvelle loi prévoit un minimum en dessous

duquel la diminution de l'allocation chômage ne peut se faire (90 % du SMIC), elle ne fixe pas pour l'instant le «plafond» maximum que pourra atteindre l'allocation chômage.

Ce point sera soumis à discussion dans les trois mois à venir avec les syndicats. C'est au terme de ces consultations que les dispositions, votées à la fin de la semaine dernière, seront fixées par décret et donc appliquées. Il s'agit là d'une grave attaque contre les chômeurs et leurs droits.

Richard FEUILLET



## BNP (Arlac Gironde)

## Le service terminal bloqué 17 EMPLOYÉS EN GREVE POUR LES SALAIRES

Depuis plus de trois semaines (le 18 décembre exactement) 17 employés du secteur mécanographique du service des terminaux de la BNP d'Arlac (près de Bordeaux) mènent une grève perlée. Quelles sont les raisons de ce mouvement qui commence à toucher la direction du centre (retards dans les virements) ? Les grévistes réclament l'attribution de points supplémentaires, chaque point valant 6,30 F d'augmentation brute. Habituellement le nombre de points par employé est donné en fonction de la cadence de travail, de l'«attention» et de la «responsabilité» individuelle.

Autant dire qu'il s'agit de primes de rendement déguisées. Les grévistes

réclament un même nombre de points pour tous, indépendamment des facteurs énoncés plus haut, et destinés, outre à l'accroissement de la productivité, à diviser les employés entre eux. A signaler que les grévistes, récemment, ont obtenu de bénéficier de visites ophtalmologiques, vu les conséquences sur les systèmes nerveux, occasionnées par les cadences accélérées de travail.

La direction du Centre l'Arlac ne veut, pour l'instant, rien céder sur la revendication exigée. Au contraire, elle entend faire plier les grévistes : les pressions individuelles, menaces de toutes sortes se multiplient depuis le début du conflit

Pour casser la grève, lui enlever toute son efficacité, la direction tente de faire faire le travail par des agences extérieures, plus petites. Autre avantage, pense la direction : dans chacune des agences extérieures, le nombre d'employés se compte sur les doigts de la main, les employés en question pourront donc difficilement refuser de faire ce travail supplémentaire, sous peine de licenciement ; et comment riposter à des menaces de la sorte quand on est une demi-douzaine ? C'est du moins le calcul qu'a fait la direction.

Les grévistes, alors qu'ils entament leur quatrième semaine de grève, ont conscience qu'il leur faut faire sortir leur lutte de son

relatif isolement. Des projets de popularisation dans les deux autres services terminaux du pays, (Paris et Lyon) ont été faits.

En plus de leur revendication initiale, qui équivaut en quelque sorte à une augmentation de salaire, les grévistes sont peut-être être contraints d'en ajouter une seconde : le paiement intégral de leur salaire de janvier. En effet, si le salaire du mois de décembre n'a été l'objet d'aucune retenue (le salaire est programmé à l'avance) il n'en sera pas forcément de même en ce qui concerne celui du mois de janvier !

La lutte continue dans ce qui est bien un véritable petit secteur stratégique de la BNP en France.

## Modern Palace Hôtel (Paris)

## En grève pour le paiement du salaire

Depuis plusieurs jours, les employés du Moderne Palace Hotel à Paris, sont en grève totale. Vendredi, ils manifestaient devant un autre hôtel, le «Royal Malesherbes» appartenant à leur patron, le dénommé Barroux.

La raison de ce mouvement : le paiement du salaire de décembre qui en ce début janvier n'a toujours pas été versé. En l'occurrence la direction de l'hôtel peut difficilement invoquer des difficultés de trésorerie. Qu'on en juge : en plus du «Royal Malesherbes», la direction possède plusieurs autres hôtels de grand luxe à Paris («La Cité bergère», le «Corona» et le «Franklin du

Brésil», sans compter les haras de Gournay en Bray, (en Normandie) et le théâtre Hebertot, (boulevard des Batignolles) toujours à Paris.

M. Barroux, le patron de l'hôtel «Royal Malesherbes», qui aime bien la plaisanterie n'hésite pas à déclarer, de temps à autre «il faut faire des sacrifices pour réussir».

Une déclaration qui ne fait pas particulièrement sourire les grévistes, qui envisagent de continuer leur mouvement jusqu'à satisfaction de leur revendication. Vendredi, ils envisageaient d'occuper le Théâtre Hebertot. Celui-ci qui était fermé, est rouvert depuis samedi...

## ● Eboueurs de Rennes : la reprise

Les éboueurs de la ville de Rennes, en grève depuis le 23 décembre dernier, ont repris le chemin du travail ce week-end, précisément samedi matin. Un protocole d'accord a été signé avec la direction. Les grévistes obtiennent :

- L'embauche de cinq éboueurs supplémentaires ;
- La répartition du travail hebdomadaire sur cinq jours au lieu de six jusqu'à maintenant ;
- Une augmentation de salaire de 300 F pour tous ;
- Une prime d'ordures de fin d'année (de Noël au jour de l'An).

## ● Mines de fer : nouvelles suppressions d'emplois

Le nombre de suppressions d'emploi dans les mines de fer lorraines, suite au dernier plan de restructuration dans la sidérurgie, est connu : c'est 1 000 à 1 500 postes de travail qui seront supprimés d'ici le mois de décembre de cette année, si ce n'est avant. Ce chiffre important s'ajoute aux 1 328 autres licenciements qui avaient déjà eu lieu dans ce secteur d'activité durant l'année 1978. Au total, ce sont plus de 30 puits qui ont été définitivement fermés depuis 1963.

### ORLY NORD : MOUVEMENT POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Depuis le 3 janvier, les travailleurs de la station service Air France d'Orly Nord sont en grève illimitée. Ils exigent une amélioration de leurs conditions de travail. Alors que les grévistes effectuent en temps habituel le décapage et la peinture des avions, plusieurs cas de maladie consécutives à ce travail ont été remarqués ces derniers temps. Un travailleur vient de se

retrouver avec du benzol dans le sang.

### FORGES DE COURCELLES HAUTE-MARNE

Depuis le 29 décembre au matin, les 120 travailleurs de deux ateliers des Forges de Courcelles (Nogent en Bassigny, en Haute-Marne) sont en grève totale, à l'appel de leurs sections syndicales CGT et CFDT. Les grévistes refusent l'augmentation des cadences de travail que la direction de l'entreprise veut leur imposer.

## VIOL - JUSTICE - REPRESSION :

## COMMENT LES FEMMES DE MISTRAL, A GRENOBLE, VIVENT CES PROBLEMES ?

Une enquête de la commission femmes de l'UOP Grenoble

● L'an dernier, Chantal B. était victime d'un viol à Grenoble. En février, les violeurs vont passer en procès. Parmi eux, deux sont du quartier Mistral. La « commission femmes » de l'Union ouvrière et populaire à Grenoble a lancé à cette occasion une enquête sur le quartier Mistral, et en a donné les résultats en décembre, dans le journal local « Marie Clère ». Nous en publions ci-dessous de larges extraits.

C'est en juin, à la suite de la mobilisation des groupes femmes à Grenoble pour dénoncer le viol de Chantal B. que nous avons décidé de faire une enquête à Mistral.

Car les groupes femmes devaient se porter « partie civile » dans le procès de Chantal qui devait avoir lieu à la rentrée de septembre. Comme cela s'était fait au procès d'Aix, pour avoir une tribune, pour dénoncer largement le viol, avec des répercussions dans la presse, sur la place publique, qu'on en parle de plus en plus du viol, de la condition de la femme dans notre société.

Or, certaines continuaient à se poser des problèmes : Est-ce que se porter « partie civile » ne revenait pas à être partie prenante de la répression des violeurs, à accepter d'être une des armes d'accusation de l'appareil judiciaire qui reportait toujours la responsabilité sur les violeurs sans chercher à voir, la part de responsabilité de l'État, de la société dans ce phénomène particulièrement révoltant de l'oppression de la femme ? C'était le grand problème, difficile à trancher, du rapport entre justice et répression : une justice entre les mains de la classe bourgeoise, défendant ses propres intérêts, avec son Code pénal et ses principes largement réactionnaires sur la place de la femme dans notre société, sur son éducation, sur la façon dont elle doit se comporter.

(...) En un mot, d'après la moralité bourgeoise, c'est la faute de la femme si elle se fait violer. Et cette conception est répandue par tous les organes de diffusion, par l'écriture et la parole, l'affiche et le ciné. (...)

Pendant trois semaines, nous sommes allées voir les femmes de Mistral, au hasard du porte à porte. Notre objectif n'était pas d'établir de belles statistiques car nous n'avions pas les moyens de faire cela : sept personnes de la Commission Femmes de l'Union Ouvrière et Populaire seulement ont participé à l'enquête.

Par contre, nous avons pris le temps de discuter à fond avec celles qui nous ont reçues (cela variait entre 20 minutes et une heure, voire une heure trente !) et de faire le tour des problèmes de la femme, du quartier. Cela avec une cinquantaine de femmes. (...)

## LA SITUATION DES FEMMES

Là, les femmes, quand elles ne travaillent pas à l'usine, ne font pas des ménages, ou ne sont pas agents de service, restent chez elles pour élever leurs enfants car les crèches sont rares ou trop chères. Leur vie : partagées entre le travail, le ménage, le mari et les enfants. Leurs distractions : très peu. Tout tourne autour de la vie de famille, de la cité.

Ce qu'il faut absolument sou-

ligner pour comprendre pourquoi à Mistral rien ne bouge apparemment, c'est la diversité des gens, des femmes qui peuvent cohabiter dans une même montée, c'est la grande différence des niveaux sociaux qui se retrouvent simplement dans l'aspect des appartements (une femme de cadre de Merlin-Gérin entre une femme d'aide magasinier et une femme d'origine pied-noire ; et dans les tours, les femmes de militaires). C'est une prise de conscience très inégale sur les problèmes des femmes.

La femme de cadre se plaçait parmi les femmes totalement libérées, autonomes, bien que ne travaillant pas. La femme de l'aide-magasinier, elle, regrettait sa situation de femme au foyer. Elle était « pour que la femme travaille, car sinon, on est plus écrasée ». Elle s'intéressait à ce qui se passait autour d'elle, elle était favorable à des actions contre le viol, aux « défilés de femmes place Grenette », à la prise en charge des problèmes par les femmes elles-mêmes : « J'ai-

derai s'il faut faire quelque chose... On a été trop longtemps écrasées, il faut se libérer doucement, sans vouloir écraser l'homme ; que les femmes montrent qu'elles sont aussi intelligentes que l'homme ».

Et malgré tous ces aspects positifs, elle pensait que c'était à la femme de s'occuper du ménage, des enfants, le mari n'apportant son « aide » que lorsque la femme est fatiguée, à des heures. Voilà les contradictions à l'intérieur d'une même personne : des idées très avancées sur certains points, très conservatrices sur d'autres. C'est un phénomène général, que l'on aborde le problème de la contraception (la plupart étaient favorables, malgré quelques réticences) ou de l'avortement (la plupart étaient contre).

Personne n'a posé le problème de la condition des femmes dans la famille, dans la société, le problème du viol, en termes d'opposition entre les hommes et les femmes, d'oppression provenant du « sexe masculin ». Au contraire, elles prenaient souvent la défense de leurs maris, dénonçaient les conditions de travail, le travail en équipes ou autre, et les difficultés de concilier la vie de famille et le rythme de travail.

Que dire des femmes qui prétendaient n'avoir jamais eu de problèmes, de celles qui considéraient Mistral comme un quartier paisible (« des viols, je n'en ai jamais entendu parler »), tandis que d'autres, au contraire, avaient la « phobie » de sortir le soir.

En général, toutes affirmaient qu'il n'y avait pas de problèmes dans la montée. Les problèmes venaient des gens de l'extérieur, de ceux qui venaient faire des coups, de celles qui venaient exprès se faire draguer ou violer...

Certes, il y avait bien des histoires qui circulaient, mais où était le vrai, où était le faux ? Ailleurs, à la Villeneuve, au centre ville, c'était pareil, mais personne n'en parlait.

## DES VIOLS A MISTRAL ?

Les femmes, au fil de la conversation, laissaient échapper des noms, des dates, parlaient de viols ou de tentatives de viols, rue Anatole France, dans les ascenseurs, dans les caves sous la menace d'un couteau, de gamines, de femmes travaillant à Ugine

Kulhman... La liste serait effrayante. Si on ne peut saisir exactement ce qui se passe, c'est que les femmes violées ont honte, que les « histoires s'étouffent vite ».

## DENONCIATION DU VIOL

D'une manière générale, les femmes ont exprimé leur révolte par rapport au viol. Une seule a évoqué le viol conjugal.

Non, il n'y a pas de provocation de la part des filles, en tout cas, pas de la part de Chantal. Deux voix dissonnantes : une femme qui jugeait que « les filles aujourd'hui sont trop provocantes » et insouciantes ; la sœur d'un des violeurs de Chantal qui prétendait : « D'abord elles sont d'accord, et ensuite elles portent plainte, quand elles tombent enceintes ».

## TOUT LE MONDE PEUT ETRE UN VIOLEUR

Les violeurs ne sont pas des anormaux. (...) Le viol a été de tout temps, les cas sont seulement plus divulgués aujourd'hui. (...)

## JUSTICE - REPRESSION ?

On a rencontré aussi l'unanimité pour exiger des peines sévères contre les violeurs. (...) Une femme a proposé que les violeurs soient jugés par des femmes. Plusieurs font la distinction entre viol collectif et viol individuel, et entre violeurs : homme marié et jeune homme. Elles demandent que les peines soient très lourdes en cas de viol collectif et pour les hommes mariés.

## QUE PEUVENT FAIRE LES FEMMES ?

Les femmes violées doivent porter plainte systématiquement, ne plus avoir honte, faire savoir que les femmes ne veulent plus se taire. Il faut faire le maximum de bruit autour des procès, utiliser tous les moyens mis à la disposition, même si cela a pour conséquence d'accroître la répression contre les violeurs : les femmes n'ont pas le choix.

Il faut faire quelque chose avant le viol.

Les solutions avancées, par les adultes ou les jeunes, concernaient la génération montante, l'espoir dans les enfants : il faut tout changer au départ, les profs, la méthode d'enseignement, faire que les garçons et les filles se connaissent mieux, faire disparaître tout clivage...

Egalement, que les parents s'occupent plus de leurs enfants (temps ?), soient plus fermes. Certaines croyaient encore à la peur du gendarme, plus de flics, surtout le soir...

Autre axe : lutter contre la pornographie ; contre la conception de la femme-objet, objet de désir ; contre l'utilisation de la femme-affiche publicitaire.

Que les femmes se regroupent en allant travailler (certaines femmes de ménage de Mistral le font déjà).

## A MISTRAL ON REGLE SOI-MEME SES AFFAIRES

Pour les jeunes, les loulous, la seule solution est de se défendre entre habitants de la cité. Le viol n'est pas accepté ; ceux qui violent sont exclus de la bande. Mais qu'est-ce que le viol signifie pour eux ? Il n'y a de viol que collectif

## Mistral : un quartier comme les autres ?

Sur une surface restreinte, entre l'autoroute et la voie express, entre plusieurs usines, habitent 800 familles.

Aussi Mistral connaît-il les problèmes habituels aux quartiers populaires : familles trop nombreuses ; bruit continu à l'intérieur et à l'extérieur des immeubles ; manque d'espaces verts, d'installations pour les jeunes.

Mais l'atmosphère est particulière : il y a bien un gymnase, un stade à côté, une Maison pour tous, une bibliothèque... mais personne n'y va ou presque. Pourquoi ? Pourquoi ce malaise parmi les jeunes ? Ces bandes rivales ? Pourquoi, par exemple, la bibliothèque ferme-t-elle à clé, même dans la journée, même lorsqu'il y a des gens à l'intérieur ?

N'est-ce pas simplement parce qu'à Mistral, tous les problèmes sont réunis : forte concentration de gens, d'origines et d'ethnies très différentes, grand pourcentage de jeunes, ensemble de bâtiments trop élevés. On vit replié sur soi, dans des milieux fermés (famille, groupe de copains...) ; la coupure est très nette entre les vieux, les parents, et les jeunes. Rares sont les parents qui se mêlent aux activités des jeunes, vont à la Maison pour tous.

et « casser la gueule aux violeurs est plus efficace que la prison ».

En aucun cas, faire appel à la police qui considère le viol comme normal et qui, d'ailleurs, n'a aucun pouvoir sur le quartier.

De plus, une jeune fille qui nous a révélé que les filles à Mistral étaient « la chasse gardée, la propriété des gars de Mistral », nous a dit que les jeunes tentaient de régler les problèmes entre eux : les groupes des « vieux » de 20 à 25 ans « calmaient » les groupes des plus jeunes de 13 à 17 ans. Elle-même faisait parfois appel à des copains pour se faire respecter.

Qu'en conclure : Sinon que la situation des femmes à Mistral est plus que révoltante. Et ce n'est pas parce qu'ailleurs c'est pareil qu'il faut continuer à ne rien faire contre : contre les problèmes des femmes battues, réprimées (et il y en a), contre les problèmes des femmes à qui il est interdit d'utiliser la contraception, ou d'avorter même si elles ont déjà 5 ou 6 enfants (« il », c'est le mari ou les obstacles sociaux, moraux), contre les problèmes des femmes qui ne peuvent travailler faute de crèches accessibles.

Et naturellement contre les problèmes spécifiques du viol, des agressions, de la mentalité réactionnaire de ceux qui pensent pouvoir agir en toute liberté et impunément — puisque personne sur le quartier ne se préoccupe de cela, n'essaie d'organiser quoi que ce soit pour que cela change.

Nous, nous proposons d'engager la discussion à Mistral sur les problèmes du quartier par rapport

aux femmes et aux jeunes : en sachant très bien qu'il sera difficile aux femmes de se rendre à ce genre de discussions pour les multiples raisons (pression du mari — nous l'avons souvent perçue ; manque d'habitude de la discussion ; difficulté de ce débat que l'on écarte souvent par pudeur, lassitude ou indifférence).

Il ne faut pas attendre que la situation change grâce à une intervention extérieure. Ce sont les relations entre les gens du quartier qu'il faut d'abord changer et par là les idées ; et c'est à eux de le faire principalement.

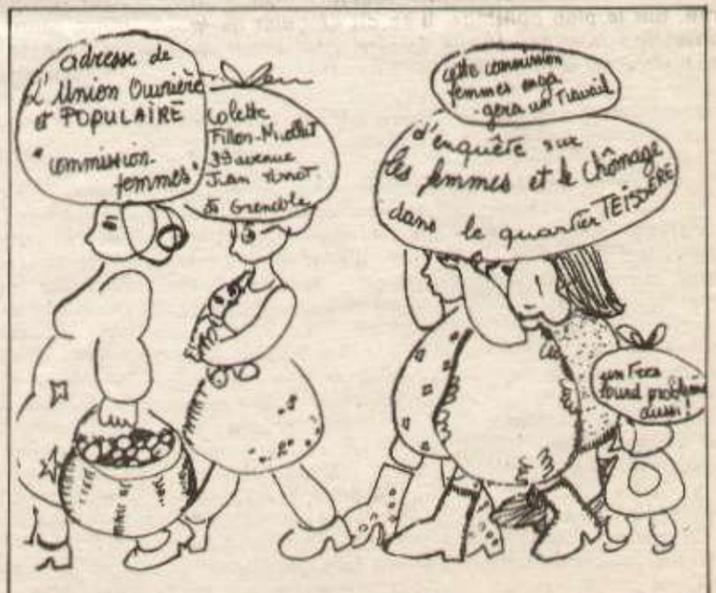
Les idées ne manquent pas à Mistral. Les femmes et les filles de Mistral ont bien des propositions à avancer. Le désir d'une solution collective venant de la part des gens du quartier, pour ne plus se décharger sur « les pouvoirs publics » n'en est qu'un exemple...

Et les groupes femmes aussi, si elles voulaient s'en charger, et sortir de la Maison des Femmes, auraient leur mot à dire à Mistral : à condition de changer un vocabulaire un peu trop « intellectuel » un peu trop « féministe ».

Et en ce qui concerne Chantal, rappelons que les femmes d'un quartier populaire, à l'unanimité, pensent que les procès doivent se tenir, que justice soit faite...

Alors on intervient ou pas au procès de Chantal ?

Adresse :  
Union ouvrière et populaire  
Commission femmes  
Colette Fillon-Niollet  
39, avenue Jean Perrot  
38000 Grenoble



# PS : LA GRANDE DIVISION

Le Comité directeur du Parti socialiste qui s'est tenu samedi à Paris, n'a pu que dresser un constat. Constat d'incompatibilité entre les positions actuelles de Mitterrand d'une part et de Mauroy-Rocard d'autre part.

Au soir du Comité directeur, son «parlement», on comptait, de l'aveu d'Estier, porte-parole du PS, plus de quinze contributions différentes. Cette volonté d'insister sur ce qui les divise plutôt que sur ce qui les unit, est sans doute due, dans l'esprit de nombreux signataires des contributions, à la volonté de peser dans la recombinaison du Parti socialiste. On peut en voir la preuve dans le fait que le PS n'abordera pas le congrès de Metz en avril prochain avec quinze motions différentes, suivies de quinze listes de signataires prétendant toutes à la direction du PS.

Parmi les quinze motions déposées samedi, trois ou quatre au maximum parviendront au congrès de Metz. Il est d'ailleurs cocasse de remarquer que ce ne sont pas ceux qui, tels Jean Poperen, publient

depuis des années leur petit bulletin sous-courant qui font parler d'eux aujourd'hui. Au contraire, on assiste à une irruption sur le devant de la scène de leaders du PS qui, jusqu'à aujourd'hui, s'étaient montrés disciplinés dans leur suivisme à l'endroit de Mitterrand, tels Delors ou Fabius.

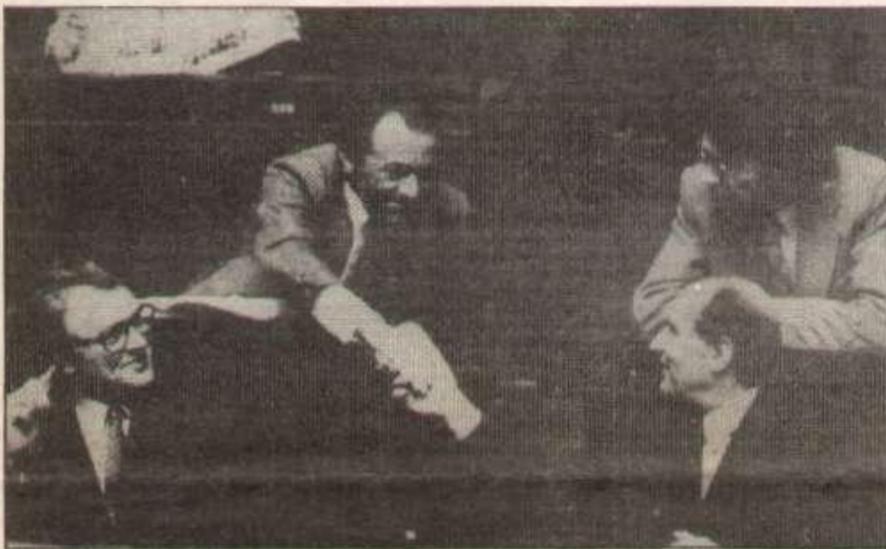
Les statuts du PS, rappelons-le, prévoient en effet toute une série de possibilités de réduire les divergences ou tout au moins de passer des compromis. Dès samedi, une commission paritaire comprenant quatre mitterrandistes et quatre partisans de Mauroy-Rocard, a été mise en place. Elle travaillera jusqu'au prochain comité directeur, le 11 février, date à laquelle chacun devra soit transformer sa «contribution» en «motion» signée ou la retirer. Il restera aussi aux signataires des actuelles motions la possibilité de se faire oublier ou de signer une motion différente amendée ou non. Une fois cette date passée, il reste probable que des «synthèses» entre différentes motions s'effectueront au cours du même congrès.

Au-delà de la présence de quinze contributions, le comportement de certaines «tendances» du PS n'éclaire pas les choses. Ainsi, par exemple, la tendance III, dite «tendance femmes» présente une contribution mais ses dirigeants ont signé soit avec le «courant critique» et Rocard-Mauroy, soit avec les amis de Pierret qui viennent de quitter le CERES !

Certes, il y a tout lieu d'être sceptique sur la possibilité d'un accord entre le maire de Lille, le député des Yvelines et Mitterrand d'ici Metz, mais on ne saurait complètement exclure cette éventualité. D'ici là, en tout cas, on nous promet bien des déchirements qui attestent que la crise qui atteint le PS à la suite des élections, si elle a été plus faible et plus lente dans un premier temps que celle qui touche le PCF, n'en est pas moins profonde.

Nous publions ci-dessous des extraits significatifs des principaux courants actuels du PS.

François MARCHADIER



C'est maintenant Mauroy qui est allé s'installer à côté de Rocard...

## LA CONTRIBUTION MERMAZ

Nous publions ci-dessous des extraits de la contribution déposée par Mermaz sous le nom de «Contribution pour l'unité des socialistes dans la clarté et la fraternité». Mermaz est con-

sidééré comme un des plus proches collaborateurs de Mitterrand et un de ses dauphins probables si d'ici là, Rocard ne s'empare pas du pouvoir au sein du PS. Dans sa motion, on relève une série de concessions à Chevènement : «Nous jugeons ambiguë et dangereuse

la formule selon laquelle il conviendrait de trouver une troisième voie intermédiaire entre le modèle communiste et le capitalisme. (...) Nous ne pouvons nier la formidable avancée qui s'est produite à partir de la Révolution d'Octobre ou de la Longue Marche,

et nous ne pouvons établir de fausse symétrie entre les modèles soviétique ou communistes et l'univers capitaliste.

(...) Il ne peut y avoir de stratégie complètement autonome du PS car toute stratégie autonome devient stratégie de troisième force, c'est-à-dire abdication face au PCF, refus de se battre et de conquérir et ralliement au camp capitaliste.

Deux voies s'ouvrent au prochain congrès : l'une conduirait vite, au nom du réalisme, à se rapprocher du régime pour devenir un peu sa roue de secours. Ça serait la mort du socialisme. L'autre voie est celle du combat et de la difficulté la plus rude mais c'est aussi celle de la victoire... Entre ces deux voies, il n'en est pas de troisième, pas plus qu'il n'est de compromis ou d'arbitrage possible.»

## LA CONTRIBUTION JOSPIN - BEREGOVY

Les signataires de cette contribution insistent

sur le fait qu'ils ont tous une quarantaine d'années, qu'ils ne se rattachent à aucun courant tels que la SFIO, la Convention ou le PSU et qu'ils tiennent à préserver les acquis du PS après Epinay. Leur position quant à l'Union de la gauche, c'est qu'il «faut se garder d'une stratégie autonome et d'une alliance avec la droite.» Ils précisent toutefois que l'Union ne saurait redevenir «ce qu'elle était». Ils ajoutent : «Il ne s'agit pas d'aménager le libéralisme ou même de créer une économie sociale de marché, il s'agit de rompre avec le capitalisme.»

Concernant l'Europe, la contribution assure être aussi hostile à la dérive atlantiste qu'aux slogans nationalistes.

En présentant sa motion, Jospin devait lancer : «Sommes-nous mitterrandistes ? Nous avons un accord politique avec le Premier secrétaire du PS, qui s'est créé à Epinay. Nous pensons qu'il continue à l'incarner.»

Beregovoy devait souligner qu'il était partisan de la synthèse avec Mauroy et Rocard, après vérification politique, mais qu'il était hostile à une synthèse avec le CERES, notamment à cause de la position de Chevènement sur l'Europe et sur le comportement du PCF. Six fédérations de Provence-Côte d'Azur ont par ailleurs signé un texte, se prononçant pour la synthèse Mitterrand-Rocard-Mauroy.

## UNE DECLARATION DU CERES

Dans une interview à l'AFP, Sarre, un des chefs du CERES, déclare notamment : «L'Europe sera un des grands thèmes du congrès socialiste. Ce sera l'occasion de s'opposer avec détermination à la dérive atlantique de Mauroy, Rocard et Pontillon.» Sarre affirme que la position du CERES sur l'Europe n'a pas changé mais que c'est d'alignement de fait du maire de Lille sur la social-démocratie européenne, qui tourne le dos à la stratégie de rupture avec le capitalisme.»

Sarre estime par ailleurs que la division de la majorité du PS est «irréversible». Réaffirmant que le CERES sera encore une fois candidat à la direction du PS, il affirme que cela se fera sur une ligne claire : «Le débat sera rude, il y aura des vainqueurs et des vaincus. Une ligne l'aura emporté, soit celle du CERES, soit celle du néo-travailleurs. Ce ne sera pas un congrès de routine.»

## Barre devant les patrons : «1979 sera encore une année de rigueur»

À l'occasion du dernier forum du journal patronal l'Expansion, Barre s'est montré toujours égal à lui-même. Sur le plan politique, il se dit «inquiet de la désaffection des Français à l'égard des organisations politiques et syndicales».

Sur le plan économique, Barre affirme que la

Au cours du forum, Barre s'est exclamé : «Nous assistons en France à un effritement, à des tensions internes, et à une certaine désaffection des Français à l'égard des organisations politiques. Je serais préoccupé de cet émiettement, de cet éclatement, de ces brisures que l'on constate ici où là, si la France ne disposait des institutions de la V<sup>e</sup> République.»

Barre entendait-il par là que la désaffection des travailleurs pour les partis de gauche est lourde de

menaces pour la droite ? Les travailleurs ne risquent-ils pas en effet de tenter d'arracher par la lutte, ce qu'ils estiment ne pouvoir attendre des partis de gauche ?

A vrai dire, le reste de la prestation de Barre devant ces 500 patrons, leur fournit bien des raisons de lutter.

Barre n'a pas hésité en effet à prédire, que l'année à venir serait «encore une année de rigueur». Pour bien se faire comprendre, imitant Giscard il y a un

défense du franc et l'équilibre du commerce extérieur restent les principaux objectifs du gouvernement pour l'année qui s'ouvre, mais il en ajoute trois autres : croissance de moins de 10 % des prix et des salaires, mettre en ordre les finances sociales du pays ; créer des emplois dans «les régions frappées de plein fouet par la crise».

an, il inventa sa petite fable. «Si un nouveau chat» (un nouveau Premier ministre), le remplaçant, doté «de belles moustaches, d'un jabot, de manches de dentelle et de mouchoirs de fine batiste, les souris ne danseraient qu'un seul été». Barre a voulu paraître sermonner son auditoire de patrons. A ceux qui, mettent sur le compte de l'Administration les difficultés qu'ils rencontrent, Barre a déclaré : «Il y a un vocabulaire que vous devez modifier, ce

n'est pas lui qui vous permettra d'affronter les défis de notre temps.»

En revanche, le Premier ministre est resté profondément vague sur les promesses de créations d'emploi, dans le Nord, en Lorraine et dans les régions où se trouvent les industries navales.

Barre, on le voit à l'intention de maintenir son cap même s'il dissimule mal une certaine inquiétude.

## JJSS : REVOLUTION EN 79 ?

Dans une interview qu'il accorde au Figaro magazine, JJSS affirme : «La révolution de 19 9 commencera avec les élections européennes». Repartant en guerre contre «les deux mensonges politiques, l'Union de la gauche et l'Union de la majorité» le candidat malheureux à l'élection partielle de Meurthe et Moselle propose cette très vieille nouveauté que serait «une convergence entre les deux tiers des Français».

## L'ILE D'YEU AFFRONT LE PLAN BARRE

Entre l'île d'Yeu et le continent, les tarifs des transports ont augmentés de 10 à 400 %. 10 % pour la farine, 200 % pour la marée, 400 % pour les chèvres et les moutons ; c'est là quelques chiffres cités par les habitants de l'île, fort mécontents de la libération des prix qui plaît tant à M. Barre.

Certains des insulaires ont refusé de payer le prix des marchandises ainsi majoré.

## ● Intervention soviétique en Afghanistan

Raymond Depardon, qui avait effectué les premiers reportages chez les rebelles Toubous du Tchad a rapporté de nombreuses photos d'un voyage qu'il vient d'effectuer au Patchounistan à l'Est de l'Afghanistan. Les Patchounes sont une ethnie montagnarde, représentant un tiers de la population de l'Afghanistan, traditionnellement en opposition avec le gouvernement central.

Le pouvoir pro-soviétique de Taraki a organisé une répression extrêmement brutale contre la rébellion patchoune. Avec la signature d'un «traité d'amitié» soviéto-afghan comportant des clauses militaires, il semble que l'URSS profite de ce conflit pour intervenir directement en Afghanistan, non seulement par des livraisons d'armes, mais aussi par l'envoi de pilotes de MiG et de «conseillers militaires» sur le terrain. Raymond Depardon a rapporté des documents sur des combats aux cours desquels des véhicules militaires soviétiques ont été détruits et des officiers soviétiques tués. En même temps qu'en Afrique et au Vietnam, des militaires russes seraient donc impliqués directement dans une intervention dans ce pays.

## ● Corée : les USA veulent retarder le retrait de leurs troupes

Sous prétexte d'une réévaluation par les services secrets américains du potentiel militaire de la République populaire démocratique de Corée, le gouvernement américain a annoncé qu'il comptait retarder le départ de ses troupes de Corée du Sud.

Au début de son mandat, Carter avait annoncé un retrait progressif des 40 000 soldats américains qui occupent la Corée du Sud. Mais l'impérialisme US, avant même d'entamer ce retrait, entreprenait de surarmer le régime fasciste de Park Chung Hee, tout en voulant maintenir des forces aériennes après le départ des troupes terrestres. En décembre, Carter est allé plus loin, en créant un commandement militaire intégré des forces américaines et sud-coréennes. Aujourd'hui, les promesses de Carter se réduisent à une peau de chagrin. Après l'annonce de la normalisation des relations sino-américaines, la presse de la République populaire démocratique de Corée avait lancé un appel au président américain pour qu'il adopte, à l'égard de la Corée du Sud, la même attitude que par rapport à Taiwan.

## ● Afrique du Sud : Lutte contre la politique des bandoustans

Plus de cent mille habitants de l'éthnie Ndebele vivant à Majaneng, refusent de quitter leur pays natal et s'opposent à la politique des bandoustans organisée par le régime raciste d'Afrique du Sud. Les Ndebele se trouvent enclavés dans le bandoustan du Bophuthatswana, État fantôme créé par les racistes. Les autorités du bandoustan veulent imposer aux Ndebele de les expulser, les Ndebele résistent à cette politique de déportation de la même façon que les Africains des grandes citées que les racistes veulent transférer de force dans les bandoustans.

## ● Algérie - Mauritanie

Rabah Bitat, chef de l'État algérien par intérim, a répondu favorablement à l'attitude du gouvernement mauritanien qui avait envoyé une délégation et des messages de sympathie à l'occasion des obsèques du Président Boumediène, malgré la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Rabah Bitat a déclaré dans un message : «Ce geste confirme que notre foi demeure intacte en ce qui touche votre intention déclarée de donner une impulsion sincère à la dynamique de paix que vous avez voulu engager le 10 juillet dernier dans toute la région maghrébine, à travers la satisfaction des aspirations nationales du peuple sahraoui».

# IRAN : PREMIERS JOURS DU GOUVERNEMENT BAKHTIAR

## Nouvelles manifestations populaires

● Samedi et dimanche, premiers jours du gouvernement Bakhtiar, ont été marqués par de nouvelles manifestations, le peuple refusant ce gouvernement et réclamant le départ du Chah. A Téhéran, l'armée a tiré sur la foule, mais semble-t-il sans faire de victimes. Le gouvernement a voulu s'associer à la journée de deuil à laquelle le Front national appelait dimanche.

L'Ayatollah Khomeiny a, quant à lui, appelé à une nouvelle journée de deuil et de manifestations pour lundi.

En présentant son gouvernement où il détient à la fois le portefeuille de l'Intérieur et celui de Premier ministre, Chapour Bakhtiar a affirmé : «Le Chah a accepté la légalité constitutionnelle et devra régner désormais conformément à la Constitution, tandis que mon gouvernement dirigera les affaires».

Tentant de présenter le Chah comme indépendant du système de corruption dont il était le centre, il a déclaré : «Le premier acte de mon gouvernement sera de punir ceux qui ont volé, tué et torturé. Nous souhaitons lever le maledieu entre le pays et le souverain». Dans une interview au *Matin*, le Premier ministre s'est présenté comme un héritier de Mossadegh et a affirmé «avoir la plus grande estime» pour l'ayatollah Kho-

meiny. Les bruits les plus divers ont continué à circuler sur un «départ en vacances» du Chah qui pourrait aider l'opération Bakhtiar. Celle-ci apparaît toujours aussi difficile, alors qu'une réaction des dirigeants de l'armée et de l'entourage du Chah vers une solution de force est toujours possible, et alors que le Premier ministre prétend ménager une place de souverain à un dictateur contre lequel la colère populaire s'est cristallisée. Mais c'est surtout l'absence de tout soutien du Front National et du mouvement populaire qui rend le projet de Bakhtiar difficilement viable.

### MANOEUVRES AMERICAINES ET SOVIÉTIQUES

La situation en Iran continue à être suivie de très

près par les diverses puissances impérialistes. On apprenait la semaine dernière que Poniatowski, en tant que représentant personnel de Giscard avait fait une visite en Iran du 26 au 29 décembre et avait rencontré le Chah ainsi qu'un certain nombre d'autres dirigeants politiques iraniens pour «évaluer la situation».

Le gouvernement américain, de son côté, a affirmé son soutien au cabinet de Bakhtiar et à ses initiatives comme celles de différentes personnalités «modérées» auparavant. En même temps, une polémique se développe aux USA entre personnalités politiques et services secrets. Il s'agirait de savoir pourquoi la CIA aurait mal fait son «travail» en n'informant pas le gouvernement du fait que le régime du Chah était dictatorial, haï des masses et menacé par une insurrection populaire ! Par delà certains règlements de compte, il s'agit avant tout, à travers ce faux débat, pour l'impérialisme US, qui n'a cessé de soutenir la dictature sanglante du Chah, de se dédouaner. Il va de soi, par exemple, que quand la CIA organisait et encadrait

la SAVAK pour tuer et torturer, les dirigeants américains savaient parfaitement ce qu'il en était. Tout en soutenant Bakhtiar, Carter a tout de même continué à disposer plusieurs unités de la flotte américaine non loin des côtes iraniennes «à toutes fins utiles»...

Pour ce qui est de la presse soviétique, de jour en jour, elle se réclame d'un soutien de plus en plus ouvert au mouvement populaire iranien, dont elle espère tirer parti. Elle met en valeur le caractère anti américain des manifestations, tout en passant sous silence le fait que plusieurs leaders du mouvement religieux ont déclaré à plusieurs reprises s'opposer aux deux super puissances et dénoncer le pillage économique de l'URSS. De plus Moscou, en dénonçant dans sa propre presse les manœuvres navales américaines, guette une occasion pour développer et justifier ses propres ingérences.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

## ● Soustelle, agent des racistes de Rhodésie

Alors que le prétendu gouvernement intérimaire de Smith en Rhodésie va tenter de se donner une légitimité pour faire lever les sanctions économiques, ses partisans en Europe se démènent. L'ancien OAS Soustelle s'était déjà signalé en octobre par un voyage en Afrique du Sud. Il a fait également, en décembre, un voyage en Rhodésie. A son retour, il a servi d'intermédiaire entre un groupe d'hommes d'affaires rhodésiens et des sociétés d'import-export françaises. Il a aussi publié une «tribune libre» dans le *Monde* pour faire l'éloge du régime raciste de Rhodésie et appeler à le soutenir. D'autre part, le «bureau d'information sur la Rhodésie» que le gouvernement français avait officiellement fait fermer, il y a deux ans, continue à fonctionner grâce à une boîte postale au Havre.

On voit qu'il y a loin entre les promesses de Giscard en Afrique et la réalité quotidienne de sa politique. Bien qu'il se prononce, dans un communiqué commun avec Sekou Touré, le mois dernier, pour le «décolonisation totale» de l'Afrique Australe, il favorise le trafic d'armes vers la Rhodésie, le recrutement de mercenaires, le développement des liens commerciaux, et les activités d'agents des racistes comme Soustelle.

### NICARAGUA

Alors que la commission internationale de médiation de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) n'a pu arriver à un accord avec Somoza pour l'organisation d'un référendum, des combats entre la guérilla sandiniste et la «garde nationale» du dictateur ont repris dans plusieurs régions du Nicaragua depuis le début du mois de janvier. On s'attend à un regain du mouvement populaire avec l'anniversaire de l'assassinat du leader de l'opposition qui a donné le signal des premières manifestations de masses contre Somoza l'année dernière.

### MAROC

Une grève générale de quatre jours a été

déclenchée la semaine dernière, à partir de jeudi, par la fédération marocaine des travailleurs du rail. Les cheminots marocains réclament une augmentation de salaires de 15 %.

### ZAÏRE

Mobutu est arrivé samedi à Bruxelles pour les entretiens avec le gouvernement belge. Il devait se rendre ensuite à Paris et être reçu par Giscard. Cette tournée européenne du président du Zaïre a pour but d'obtenir des précisions et des garanties au sujet de l'aide occidentale promise après la deuxième guerre du Shaba. Cette aide est soumise à des conditions très dures des Occidentaux, contenues dans un «plan de redressement» du FMI.

Achetez  
Le Quotidien du Peuple  
chaque jour  
dans le même kiosque

Téléphonez au Quotidien  
636 73 76

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## KAMPUCHEA :

## CONTRE L'INVASION VIETNAMIENNE

« Nous n'empêtons pas sur un pouce du territoire du Kampuchéa ». C'est ainsi que l'ambassade du Vietnam en France, Vo Van Sung, osait rendre compte dimanche soir de l'invasion du Kampuchéa. Avec quatorze divisions, des bombardiers Mig, des tanks, des armes modernes. Sinon la propagande soviétique et en France, *L'Humanité*, qui lui emboîte le pas, qui peut croire à une quelconque réalité autonome du « FUNSK », créé de toutes pièces par Hanoï, il y a environ un mois ?

De plus, une agression de cette envergure n'a pu être mise sur pied qu'avec l'aide militaire massive, le soutien effectif et même la participation directe de l'Union soviétique. Dans son appel à l'ONU, le ministre des Affaires étrangères du Kampuchéa démocratique précisait : « L'armée vietnamienne utilise des chasseurs bombardiers Mig 19 et Mig 21 ainsi que des bombardiers quadrimoteurs. Des conversations téléphoniques échangées entre les pilotes de ces avions et interceptées par notre armée révolutionnaire indiquent que certains de ces

avions sont pilotés par des Soviétiques. » C'est le traité conclu en novembre avec Brejnev par les dirigeants de Hanoï qui a donné à ceux-ci les puissants moyens dont ils disposent pour cette invasion. L'implication de l'URSS semble donc aller comme dans la Corne de l'Afrique, jusqu'à une participation directe aux combats.

La radio et la télévision française, qui parlent de la « chute du régime de Pol Pot » et de la prise de pouvoir du FUNSK font bon marché de la volonté d'indépendance dont le peuple du Kampuchéa a fait la preuve avec ténacité et héroïsme dans sa lutte contre l'impérialisme US et ses fantoches. L'invasion vietnamienne a beau tenter de se parer du prétexte de la « libération », elle n'en a pas moins toutes les caractéristiques d'une guerre d'agression mettant en jeu les armes les plus modernes contre un peuple qui refuse l'hégémonie. « C'est par une guerre du peuple que le peuple du Kampuchéa va répondre à cette intervention », a souligné le porte-parole du Comité des patriotes khmers en France.

Cette agression, en dépit des avantages provisoires qu'elle peut remporter sur le territoire, se heurtera inévitablement à la lutte du peuple du Kampuchéa, et suscitera la condamnation la plus ferme de tous les peuples du monde qui ne sauraient admettre une telle violation de la souveraineté et de l'indépendance d'un pays, alors même que le Vietnam se réclame toujours du non alignement dont, en fait, il foule aux pieds les principes aujourd'hui.

Norodom Sihanouk, ancien chef de l'Etat du Kampuchéa et un des fondateurs du mouvement des non alignés, vient de lancer, contre l'agression vietnamienne, un appel au monde entier et aux Nations-Unies pour leur demander de soutenir l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchéa.

J.-P. C.

## Le point de vue du comité des partisans khmers en France

« Au cours d'une réunion d'information tenue samedi à Paris, le porte-parole du Comité des patriotes khmers en France a répondu à de nombreuses questions de l'assistance sur la situation actuelle et les conséquences de l'agression vietnamienne.

## UNE CERTAINE THESE

Le porte-parole s'est d'abord élevé contre une thèse répandue dans la presse selon laquelle l'agression vietnamienne serait le résultat d'un « conflit idéologique sino-soviétique » par pays interposés. Il a déclaré : « Cette thèse tend à réduire à néant l'existence de notre peuple et sa lutte pour l'indépendance. Nous ne sommes pas les esclaves de qui que ce soit. Ce que nous constatons, c'est que la Chine s'est trouvée derrière les peuples agressés. En ce qui nous concerne, la Chine nous a soutenus contre l'impérialisme US. Où se trouvait l'URSS alors ? Elle a maintenu des relations diplomatiques avec Lon Nol. En même temps, elle complotait pour mettre sur pied une « troisième force » qui aurait spolié le mouvement de libération de

la victoire. En fait, l'URSS n'a pas d'idéologie. Son idéologie, c'est l'expansionnisme.

Quant à la Chine, bien sûr, elle a aidé le Kampuchéa, mais elle aide aussi le Vietnam, beaucoup plus, dix fois plus.

## LA FUITE EN AVANT

Le porte-parole du Comité a souligné que les plans expansionnistes des dirigeants vietnamiens se sont développés sous plusieurs formes ces dernières années. Sous prétexte d'instaurer des « rapports de solidarité spéciaux », les dirigeants vietnamiens ont proposé l'intégration du Kampuchéa à une « fédération indochinoise » : « Mais cette fédération n'en était pas une : elle visait à instaurer « un seul parti, un seul peuple » et à nier l'existence de notre peuple » a déclaré le porte-parole.

A la suite du refus du Kampuchéa d'accepter ces plans, les dirigeants vietnamiens ont entrepris une première invasion au début de 1978, et se sont livrés à différentes tentatives de subversion.

C'est devant l'échec de ces

plans annexionnistes que les dirigeants vietnamiens ont commencé à faire une propagande sur les « révoltes dans seize provinces » du Kampuchéa ; ils ont ensuite annoncé la formation du FUNSK un mois avant leur invasion du pays pour justifier celle-ci. En même temps, ils se liaient encore plus étroitement à l'URSS par le traité militaire du 3 novembre qui leur donnait des moyens supplémentaires pour leur politique d'expansion, en même temps qu'ils la faisaient entrer dans le cadre de la politique hégémonique de l'URSS.

Au sujet de ce FUNSK, le porte-parole du Comité des patriotes khmers a déclaré : « Qui pourrait donc croire qu'un mois après sa création, ce prétendu front pourrait aligner plusieurs divisions, des armements modernes, des tanks, des bombardiers ? » Il a souligné à ce sujet le rôle que jouait *L'Humanité* pour soutenir l'agression vietnamienne en reproduisant des communiqués du FUNSK.

## « LE PRINCIPE DE LA GUERRE POPULAIRE »

Interrogé sur les conséquences

de l'agression et sur la capacité de résistance du Kampuchéa, le porte-parole du Comité a répondu : « Il est possible que nous perdions quelques villes et peut-être même la capitale. Je ne dis pas que c'est ce qui se produit, mais c'est possible. Cela ne voudrait pas dire que nous perdrons la guerre. Car, dans ce cas, c'est une guerre de guérilla qui devra s'organiser. Quand des troupes d'agression s'enfoncent à l'intérieur d'un pays, cela leur pose des problèmes. Quand elles commencent à être loin de leur point de départ, elles commencent à avoir des problèmes d'approvisionnement et de logistique. Une guerre d'agression est une guerre qui est dépensoire et qui doit mettre en jeu un important capital. Alors, le Vietnam peut bien remporter des avantages provisoires : nous, nous l'attaquerons quand nous voudrons, étant maîtres de la situation. C'est le principe de la guerre populaire. Les Vietnamiens ne devraient pas oublier les leçons

de la lutte des peuples d'Indochine contre l'impérialisme US.

Mais le Vietnam n'a pas les moyens qu'avait l'impérialisme US. En poursuivant l'agression, il deviendra de plus en plus dépendant de l'URSS qui lui fera payer très cher son aide militaire. Cela créera de nouvelles difficultés au Vietnam... »

Le porte-parole du Comité a déclaré que la capacité de résistance du peuple du Kampuchéa allait de pair avec son expérience de la guerre populaire et son unité politique. Enfin, il a souligné que la lutte du peuple du Kampuchéa pour son indépendance jouait un rôle capital dans la lutte des peuples contre les superpuissances : « Notre peuple apporte par sa résistance une contribution importante à la lutte des peuples pour leur indépendance. Le Kampuchéa constitue un point-clé pour s'opposer aux menées hégémonistes de l'URSS en Asie et dans le monde. »

## Teng Siao Ping dénonce l'agression vietnamienne

Au cours d'une conférence de presse, le vice-premier ministre Teng Siao Ping a fermement condamné l'agression vietnamienne contre le Kampuchéa. Il a notamment déclaré : « Notre position constante consiste à soutenir le Kampuchéa en lutte contre l'hégémonie vietnamienne et son agression... Le Kampuchéa a soumis officiellement cette question au Conseil de Sécurité de l'ONU. Nous le soutenons et espérons que les Nations Unies interviendront dans cette situation. »



## Communiqué du Bureau politique du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, le peuple cambodgien fait face à une agression vietnamienne de grande ampleur.

Appuyée par un armement lourd considérable — avions, chars, artillerie, — 150 000 soldats vietnamiens occupent plus du quart du territoire du Kampuchéa démocratique et aujourd'hui sa capitale, Phnom Penh.

Après avoir multiplié les actes d'agression et les déclarations appelant au renversement du régime cambodgien, les dirigeants vietnamiens dévoilent aujourd'hui clairement leur objectif : tenter de s'assujettir le Cambodge en installant au gouvernement un pseudo front de libération — le FUNSK — qu'ils ont créé de toutes pièces.

Encouragés par la conclusion récente de leur traité d'amitié avec l'URSS, les dirigeants vietnamiens menacent gravement la paix en Asie du Sud-Est et favorisent la pénétration du social-impérialisme soviétique dans cette région du monde.

Contre l'expansionnisme vietnamien et son agression contre le Kampuchéa démocratique, le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste assure le peuple cambodgien de son soutien à sa juste lutte de résistance contre l'invasion étrangère.

Paris le 7 janvier 1979

# Les chars vietnamiens dans Phnom-Penh Contre l'agression vietnamienne Soutien au peuple du Kampuchéa

Suite de la une

L'ambassadeur du Vietnam à Paris ne craint pas de parler de guerre interne «dans laquelle personne de l'extérieur ne peut s'ingérer», essayant une nouvelle fois d'entretenir la fiction d'un «Front uni de salut national du Kampuchéa», le FUNSK, alors que les chars vietnamiens occupent depuis dimanche la capitale du Kampuchéa, dans le cadre d'une invasion lancée depuis le 1<sup>er</sup> janvier par les divisions vietnamiennes, avec plus de 150 000 hommes, équipés d'armements lourds ultra-modernes, appuyés par des MIG.

Créé de toutes pièces par Hanoï, en novembre, et équipé de pied en cap par les dirigeants de Hanoï, le FUNSK n'est qu'une force fantôme destinée à donner une apparence de légitimité à leur agression.

En saluant l'entrée des occupants à Phnom-Penh comme le «triomphe de la juste cause du peuple du Kampuchéa», Moscou, dont l'appui militaire massif permet le développement de l'agression vietnamienne, et dont la participation directe aux combats paraît acquise, intensifie une politique faite de longue date d'hostilité et d'agression contre le peuple du Kampuchéa. Comment oublier en effet que jusqu'au 28 mars 1975, soit moins de trois semaines avant la libération de Phnom-Penh par les forces armées populaires de libération nationale du Kampuchéa (FAPLNK), Moscou n'avait cessé d'entretenir des relations «diplomatiques» avec les fantoches des impérialistes US, Lon Nol, Sirik Matak et autres, mis en place à Phnom Penh le 18 mars 1970 par un coup d'État monté par la CIA.

Comment oublier que, de 1971 à 1973, les compagnies d'assurance soviétiques couvraient les convois de matériel US destinés à Lon Nol ? Comment oublier que Moscou refusa jusqu'à la fin de 1973 de reconnaître le GRUNK, le gouvernement royal d'union nationale du Kampuchéa, immédiatement constitué après le coup d'État de 1970, comme seul représentant légal du Kampuchéa, les dirigeants du Kremlin n'hésitant pas à condamner Norodom Sihanouk, en le traitant de «raciste» et «féodal» ? Oui, l'URSS refusa jusqu'à la fin de 1973 toute reconnaissance de la résistance du peuple khmer contre l'impérialisme US, alors que, de janvier à août de cette même année, le Kampuchéa devait subir des bombardements américains d'une intensité inouïe, rece-



vant alors un tonnage mensuel de bombes équivalent à sept fois la puissance de destruction de la bombe atomique d'Hiroshima. C'est que les sociaux-impérialistes soviétiques entendaient bien s'implanter au Kampuchéa, en tentant de mettre sur pied une prétendue «troisième force» dont l'ossature devait être un prétendu «parti communiste», constitué d'un ramassis de gens largement compromis avec Lon Nol. Il ne s'agissait de rien d'autre que d'une tentative faite par Moscou de diviser le Front uni national du Kampuchéa, pour s'imposer dans ce pays à la faveur de l'agression américaine.

Jusqu'en avril 1975, malgré la reconnaissance du FUNSK, Moscou ne cessera ses manœuvres, maintenant ses relations avec le régime fantôme. Aussi, la libération de Phnom Penh, le 17 avril 1975, fût-elle une défaite pour le social-impérialisme soviétique aussi bien que pour l'agresseur américain.

En applaudissant aujourd'hui à l'occupation de Phnom Penh, par leurs alliés vietnamiens, les dirigeants soviétiques pensent ainsi voir se réaliser leurs vœux du début des années 70, ils pensent pouvoir fouler au pied les immenses acquis de la résistance du peuple du Kampuchéa dont les sacrifices aboutirent en 1975 à la libération totale du pays. Le résultat de 1975, la libération de Phnom-Penh et de tout le Kampuchéa fut en effet l'œuvre d'un peuple comptant sur ses propres forces pour se libérer. Ce fut le couronnement d'une lutte engagée en fait dès le début des années 60, lorsque des patriotes prirent le maquis pour combattre les éléments pro-US infil-

trés au sein du régime Sihanouk, bientôt rejoints par plusieurs députés dont Khieu Samphan, aujourd'hui président du présidium de l'État du Kampuchéa démocratique. Après le coup d'État de mars 1970, les patriotes khmers, immense masse du peuple, regroupés au sein du Front uni national (FUNK), mettront en échec quatre années d'une impitoyable agression de l'impérialisme américain.

Le peuple du Kampuchéa qui a consenti à d'énormes sacrifices pour sa libération, qui perdit 800 000 des siens dans la résistance à l'agression impérialiste, ne pourra qu'opposer une résistance vigoureuse aux entreprises de subversion des hégémonistes vietnamiens et de la superpuissance soviétique, une résistance à laquelle

l'ancien chef d'État Norodom Sihanouk l'a appelé dès dimanche depuis Pékin.

Dans *L'Humanité* de lundi, Yves Moreau n'hésite pas à écrire que «des derniers développements de la situation ouvrent pour le Cambodge et ses voisins vietnamiens une ère nouvelle, une ère plus propice à la liberté pour laquelle ces peuples ont tant combattu et à la paix qui leur a si longtemps été refusée.» Si ne saurait mieux couvrir l'agression et les ambitions de l'Union soviétique en Asie du Sud-Est. Les événements actuels ont une très grande portée mondiale. Le soutien à la résistance contre l'occupation du Kampuchéa s'inscrit dans la lutte contre les visées hégémoniques mondiales du social-impérialisme et ses préparatifs de guerre mondiale.

## Le sommet de la Guadeloupe s'est clos dimanche

Les entretiens de la Guadeloupe entre les chefs d'État américain, français, anglais, et allemand sont terminés. Dimanche, Giscard d'Estaing rentra à Paris pendant que Carter s'octroyait quelques jours de vacances dans la colonie française avant de regagner la Maison Blanche.

Tout le monde s'est déclaré satisfait de ces discussions au sommet d'un style nouveau. Il n'est pas ressorti de communiqué commun de ces entretiens mais chaque participant affichait une grande satisfaction au terme de cette réunion.

Il est encore difficile de se faire un point de vue approfondi sur la signification et le contenu réel de ces discussions de haut niveau, mais il est certain

qu'elles auront, par les sujets qui y ont été abordés et par la personnalité des participants, une importance internationale considérable. En effet, des questions aussi importantes que l'établissement des relations diplomatiques Chine - USA, la situation en Iran et au Cambodge, les négociations SALT... ont été débattues par les «quatre grands».

De son côté, Moscou fulmine contre ce sommet. L'agence TASS accuse l'Occident de «jouer avec le feu en armant la Chine». Ces attaques haineuses sont un élément supplémentaire d'appréciation des changements qui surviennent dans le rapport de forces au niveau mondial.

## Un super pétrolier explose en Irlande 50 disparus, le port en partie détruit

Dans la nuit de dimanche à lundi, alors qu'il était en train de décharger sa cargaison d'hydrocarbures dans un port du Sud-Ouest de l'Irlande, Bantry, une violente explosion a secoué un super-pétrolier de 120 000 tonnes, «Le Beltegeux», de la Compagnie navale des pétroles, affrété par Total. La première explosion était presque aussitôt suivie d'une seconde déflagration, très puissante, créant une boule de flammes que les témoins disent avoir atteint 400 mètres de haut. Un violent incendie s'ensuivit, atteignant les installations portuaires où sont stockées plus d'un million

de tonnes de produits pétroliers. Dans ce tragique accident, le navire se cassa en deux et les quarante hommes d'équipage, ainsi que sept dockers, occupés au déchargement, ont vraisemblablement été tués.

Tout le port a été évacué pour permettre aux équipes de secours d'intervenir. Le bilan encore provisoire pourrait être beaucoup plus lourd devant le gigantesque incendie qui s'est déclaré. Cet accident révèle une fois de plus l'insécurité qui plane sur le transport et la livraison des matières dangereuses, et particulièrement des hydrocarbures.

## Chirac à ses députés :

### SILENCE DANS LES RANGS, VENEZ «AUTOUR DE MOI»

Afin d'atténuer le malaise du sein du RPR, Jacques Chirac a adressé aux députés RPR une lettre «pour dédramatiser l'atmosphère». Après leur avoir annoncé que, pour raisons de santé, il ne participerait pas à la réunion de son groupe à l'Assemblée nationale le 11 janvier, Chirac demanda à ses collègues de prendre dans leur circonscription la tête d'un comité de soutien à sa campagne européenne.

Le séjour forcé en clinique du président du

RPR le prive donc d'une bonne occasion pour s'expliquer devant ses députés. Et cela d'autant que cette réunion sera, selon Claude Labbé, président du groupe RPR, l'occasion de dire «bien des choses sur la stratégie, les hommes et les méthodes.» A la suite des récentes déclarations contradictoires, Labbé se déclare «parfois surpris par la forme de son action et très critique à l'égard du fonctionnement du mouvement RPR.» Chirac use donc de ses

talents de rassembleur pour rappeler aux députés RPR que l'heure n'est plus aux petites querelles de personnes mais à la mobilisation des troupes. «Le scrutin national du 10 juin, écrit-il, marquera, qu'on le veuille ou non, le choix du peuple entre deux voies. D'un côté, celle de l'indépendance, de l'autre celle du renoncement. Les Français doivent savoir qu'ils scelleront leur avenir pour longtemps.» Sur l'énoncé de ces principes, Chirac précise enfin à ses

députés : «Je compte sous peu vous réunir autour de moi afin que nous définissions ensemble les grands thèmes de notre campagne et les modalités de son organisation».

Chirac se saisit donc de la campagne européenne pour tenter d'effacer les contradictions au sein du groupe RPR et mobiliser son mouvement.

Didier DELORME